

*Initiatives ministérielles*

étaient l'une des raisons les plus solides qui incitaient le Québec à rester à l'intérieur du Canada.

Comme le député le sait, au cours des dix dernières années, les transferts au Québec ont été probablement de l'ordre de 40 milliards de dollars. Je me pose parfois des questions, et beaucoup de mes électeurs du centre de Toronto aussi, lorsque j'entends parler des Québécois qui souhaitent la séparation. Nous comprenons tous l'aspect culturel de cette réaction, la dimension émotive, mais, sur le strict plan économique, il nous semble, à mes électeurs et à moi, que c'est une somme rondelette.

Le député pense-t-il que depuis, quelque temps, la présence fédérale et l'apport fédéral au Québec n'ont pas été présentés avec assez de clarté et d'insistance?

S'il estime comme moi qu'on ne fait pas un effort de communication assez grand, ne pense-t-il pas qu'une campagne fédérale très intense au Québec atténuerait la ferveur séparatiste?

**M. Edmonston:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question parce que c'est une chose à laquelle je dois penser presque constamment, en tant que Québécois.

Lorsque vous êtes du Québec, vous lisez en moyenne cinq journaux par jour afin d'avoir une idée assez équilibrée de ce qui se passe réellement, étant donné que le point de vue est différent selon que vous lisez un journal d'expression française ou anglaise. On pourrait dire que les deux points de vue sont justes. Il n'y a pas une sorte de conspiration ou de campagne afin de dénigrer une idée, ou de se moquer de certains programmes gouvernementaux ou de personnes qui se disent fédéralistes.

Toutefois, je pense que la présence du gouvernement fédéral est mal expliquée aux Québécois. Il en est ainsi principalement à cause de la division importante qui existe au Québec à l'heure actuelle. Le plus récent sondage révèle qu'environ 58 p. 100 de la population voterait en faveur de la séparation, l'indépendance ou la souveraineté. Soit dit en passant, ces termes ne signifient pas tous la même chose pour les Québécois.

L'indépendance est perçue comme la solution extrême, et je ne pense pas qu'elle soit aussi facilement acceptée que la notion de souveraineté ou de souveraineté-association.

Il faut faire la promotion de la présence fédérale. Il faut promouvoir l'idée que le Québec fasse partie du Canada par le biais d'ententes administratives. L'unani-

mité n'est pas nécessaire. Nous n'avons pas besoin de ce que les séparatistes prétendent que nous avons besoin, non plus que M. Wells, M. Filmon, M. Getty et d'autres. Nous pouvons régler cette question de façon administrative.

C'est là l'un des points que j'ai aimé du comité Dobbie-Beaudoin. Les esprits les plus brillants travaillaient pour nous; les personnes les plus compétentes sont venues témoigner devant nous et ont disposé d'assez de temps pour formuler des propositions précises qui accordent une certaine latitude au Québec sans nécessiter la mise en marche de tous les mécanismes gouvernementaux, ni l'approbation de toutes les autres provinces.

En fait, même si le Québec a été critiqué pour son manque de précision, je pense que les recommandations du comité Beaudoin-Dobbie étaient très précises. Je suis tout à fait disposé à défendre la position du comité.

En terminant, je signale que nous, Québécois, comptons sur les autres provinces pour nous expliquer leurs objections d'une manière qui ne reflète pas simplement un refus du bilinguisme ou un mécontentement parce que le Québec a obtenu plus que sa juste part. Le Québec n'a pas obtenu plus que sa juste part, et la question du bilinguisme n'est en fait qu'une manoeuvre de diversion.

**M. Mills:** Je ne suis pas certain que le député a bien saisi mon point.

Personne parmi ceux qui croient au fédéralisme ne s'oppose au fait que 40 milliards de dollars ont été versés au Québec au cours de la dernière décennie sous forme de transferts fiscaux. Si ce montant est plus élevé, cela ne change rien.

• (1320)

Il en est ainsi lorsque nous faisons partie d'un système fédéral—nous aidons les régions défavorisées du pays; c'est là une partie de notre contrat social, pour paraphraser le député. Je me sers ici du petit exemple qui nous a été donné le week-end dernier. Les gens ont beaucoup de difficulté à comprendre pourquoi un orchestre national, dont plus du tiers des membres sont des Québécois, ne peut jouer l'hymne national lorsque celui-ci se produit dans la province de Québec.

De toute évidence, il y a quelque chose qui ne va pas dans nos communications. À mon avis, le gouvernement est un bon communicateur. Il y a quelque chose qui ne va pas dans nos communications concernant la présence fédérale lorsque, après que le fédéral a versé 40 milliards de dollars sous forme de transferts, l'orchestre national,